

> Analyses et témoignages > Moyen-Orient > DÉCLARATION DU FORUM DE L'AFRIQUE SUR LA SITUATION EN RÉPUBLIQUE (...)

DÉCLARATION DU FORUM DE L'AFRIQUE SUR LA SITUATION EN RÉPUBLIQUE ARABE SYRIENNE

AFRICA FORUM

 envoyer par mail |  Share | 14

24 septembre 2013

Article en PDF: 

Pretoria, le 5 septembre 2013. Nous, membres du Forum des Anciens Chefs d'État et de Gouvernement Africains, habituellement appelé Africa Forum (AF), avons été profondément préoccupés par la longue guerre civile en Syrie, qui maintenant fait rage depuis deux ans et demi. Depuis le début, il a été de notre compréhension que ce conflit était provoqué par des différends sérieux parmi le peuple syrien à propos de la constitution et du système politique de leur pays. C'était aussi notre compréhension de ce que les causes fondamentales de ce conflit étaient et restent essentiellement politiques. En conséquence, sa solution devrait être politique, et non militaire. Dans ce contexte, nous avons donc été d'avis que les belligérants syriens doivent entreprendre d'urgence des négociations sans exclusions pour mettre fin à la guerre civile par un processus pacifique.

Par conséquent, la communauté internationale a eu la responsabilité solennelle d'encourager et d'aider tous les Syriens à s'engager dans ces négociations sans exclusions. À cet égard, en tant qu'Africains, nous avons été prêts à donner tout l'appui nécessaire aux deux éminentes personnalités africaines, Kofi Annan et Lakhdar Brahimi, qui ont reçu la lourde responsabilité de faciliter un règlement pacifique du conflit syrien.

Par conséquent, nous soutenons la position fondamentale adoptée par les principaux acteurs du monde préoccupés par la Syrie, en faveur d'une résolution pacifique du conflit syrien, comme en témoignent le Communiqué final du 6 Juin 2012 de la Conférence de Genève sur la Syrie.

En conséquence, nous avons été et sommes opposés à toutes les interventions internationales qui ont jeté de l'huile sur le feu ou en jetteraient, en armant certains ou tous les belligérants syriens.

C'est avec avec horreur que nous avons reçu l'information suivant laquelle des armes chimiques ont été utilisées dans ce conflit, et nous condamnons fermement ces faits. Nous sommes donc convaincus que tous les États membres de l'Organisation des Nations Unies (ONU), sans exception, doivent faire confiance aux Nations Unies pour établir la vérité, par tous les moyens, en tenant compte de tous les aspects importants.

Il s'agit de savoir si et quelles armes chimiques ont été utilisées, où et quand, et qui les a utilisées.

En tant qu'Africains, nous restons pleinement conscients de la fabrication de campagnes de désinformation dans lesquelles les grandes puissances sont engagées, entre autres en utilisant les chaînes d'information mondiales, pour propager des mensonges aux fins de justifier les interventions armées en Irak et en Libye.

La seule réponse correcte, même à l'utilisation d'armes chimiques, n'est pas d'encore intensifier la violence du conflit, mais d'intensifier et accélérer radicalement les efforts vers une résolution pacifique négociée de la guerre civile syrienne.

Par conséquent, en tant qu'Africains, nous demandons instamment à tous les États membres de l'ONU, encore une fois, sans exception, de s'abstenir de toute action militaire en Syrie de toute nature, y compris en avançant l'utilisation présumée d'armes chimiques par le gouvernement syrien comme justification d'une telle action.

La résolution rapide et correcte du conflit en Syrie exige l'exercice de qualités d'homme d'état courageuses et brillantes, sans égard pour les intérêts personnels et nationaux à court terme de certains politiciens dans nos différents pays.

Nous demandons instamment qu'aucune puissance étrangère que ce soit, ne s'insère dans la guerre civile syrienne immensément destructrice en tant que belligérant, même en se basant sur le fait qu'elle cherche à décourager l'utilisation d'armes chimiques.

Tous ceux qui aujourd'hui veulent jouer un rôle d'homme d'état sur la scène mondiale doivent comprendre ce qui a motivé les hommes d'état de l'époque, à la fin de la Seconde Guerre mondiale, à insister sur la mise en place d'institutions internationales, de processus et de droits pour aider à assurer la résolution pacifique des conflits au sein et entre les pays. Cette insistance des puissances alliées contre le nazisme a entraîné, entre autres, l'adoption de la Charte des Nations Unies, qui est un élément fondamental et inaliénable du droit international contemporain.

Pour notre part, en tant qu'Africains, nous sommes directement intéressés par un système de relations internationales régi par le droit plutôt que par un système arbitraire, imposé au monde par ceux qui exercent leur puissance par des moyens militaires et autres. Pour cette raison, nous insistons sur le fait que toute action qui nie dans les faits la Charte des Nations

Unies serait une régression historique qui mènerait toute l'humanité en arrière vers un passé inacceptable, répudiant ainsi le droit inaliénable de tous les peuples à déterminer leur destin.

Le droit international part de l'idée et définit pour norme que les conflits au sein ou entre les États doivent être résolus pacifiquement, plutôt que par le recours à la force. Nous appuyons fortement l'idée que, principalement, le droit international interdit que tout État intervienne dans tout autre État pour encourager le renversement violent du gouvernement du moment. Ce droit international régit également toutes les interventions qui seraient déclarées faites pour se décharger de la soi-disant « responsabilité de protéger » les populations victimes de violations inacceptables des droits humains par leurs propres gouvernements

En accord avec tout ce qui précède, nous sommes convaincus que la communauté internationale a l'obligation solennelle de faire tout son possible pour aider à mettre fin au conflit syrien par des moyens pacifiques.

Nous demandons instamment que tous les gouvernements africains, et tous les autres gouvernements à travers le monde, travaillant avec les Nations Unies, agissent de toute urgence pour aider à atteindre cet objectif, dans l'intérêt fondamental des peuples de Syrie et du reste du monde.

Notre espoir et notre attente sont que toutes les organisations multilatérales compétentes, y compris l'Union africaine (UA), s'acquittent, enfin, sous la direction de l'ONU, de leurs responsabilités efficacement et de manière fiable pour représenter le point de vue des peuples du monde en faveur de la paix, refusant de se laisser intimider par ceux qui exercent une inéquitable puissance politique globale, militaire ou autre.

Signé par :

MEMBRES DE L'« AFRICA FORUM »

1. SE Nicephore Dieudonne Soglo, Ancien Président de la République du Bénin et Vice-Président de l'« Africa Forum »
2. SE Sir Quett Ketumile Joni Masire, Ancien Président de la République du Botswana
3. SE Festus Gontebanye Mogae, Ancien Président de la République du Botswana
4. SE Pierre Buyoya, Ancien Président de la République du Burundi
5. SE António Manuel Mascarenhas Gomes Monteiro, Ancien Président de la République du Cap Vert
6. SE Pedro de Verona Rodrigues Pires, Ancien Président de la République du Cap Vert
7. SE Sir Dawda Kairaba Jawara, Ancien Président de la République de Gambie
8. SE Flt Lt Jerry John Rawlings, Ancien Président de la République du Ghana
9. SE John Kofi Agyekum Kufuor, Ancien Président de la République du Ghana
10. SE SEnrique Pereira Rosa, Ancien Président de la République de Guinée-Bissau
11. SE Daniel Toroitich Arap Moi, Ancien Président de la République du Kenya
12. SE Emilio Mwai Kibaki, Ancien Président de la République du Kenya
13. SE Prof Amos Claudius Sawyer, Ancien Président de la République du Liberia
14. SE Dr Elson Bakili Muluzi, Ancien Président de la République du Malawi
15. SE Alpha Oumar Konaré, Ancien Président de la République du Mali
16. SE Cassam Uteem, Ancien Président de la République de l'Île Maurice
17. SE Karl Auguste Offmann, Ancien Président de la République de l'Île Maurice
18. SE Joaquim Alberto Chissano, Ancien Président de la République du Mozambique et Président de l'« Africa Forum »
19. SE Samuel Daniel Shafiishuna Nujoma, Ancien Président de la République de Namibie
20. SE Alhaji SSEhu Usman Aliyu Shagari, Ancien Président de la République Fédérale du Nigeria
21. SE Dr Abdul Salam Abubakar, Ancien Président de la République Fédérale du Nigeria
22. SE MattSEw Olusegun Obasanjo, Ancien Président de la République Fédérale du Nigeria
23. SE Gen Dr Yakubu Jack Dan -Yumma Gowon, Ancien Président de la République Fédérale du Nigeria
24. SE Miguel Dos Anjos Trovoada, Ancien Président de la République de São Tomé et Príncipe
25. SE Fradique Bandeira Melo de Menezes, Ancien Président de la République de São Tomé et

Principe

26.

SE Alhaji Almad Tejan Kabbah, Ancien Président de la République du Sierra Leone

27.

SE Nelson Rolihlahla Dalibhunga Mandela, Ancien Président de la République d'Afrique du Sud et sponsor [EN : Patron] de l'« Africa Forum »

28.

SE Thabo Mbeki, Ancien Président de la République d'Afrique du Sud

29.

SE Sadiq Al Mahdi, Ancien Président de la République du Soudan

30.

SE Benjamin William Mkapa, Ancien Président de la République de Tanzanie

31.

SE Ali Hassan Mwinyi, Ancien Président de la République de Tanzanie

32.

SE Dr Kenneth David Kaunda, Ancien Président de la République de Zambie

33.

SE Rupiah Bwezani Banda, Ancien Président de la République de Zambie*

34.

SE William Eteki Mboumoua, Ancien Secrétaire général de l'Unité Africaine (OUA)

35.

SE Dr Boutros Boutros Ghali, Ancien Secrétaire général des Nations Unies (ONU)

36.

SE Kofi Atta Annan, Ancien Secrétaire général des Nations Unies (ONU)

37.

SE Prof Adedeji Adebayo, Ancien Sous-Secrétaire de Nations Unies et Secrétaire Exécutif de la Commission de Nations Unies pour l'Afrique (UNECA).

38.

SE Chief Eleazar Chukwu Emeka Anyaoku, Ancien Secrétaire général du Commonwealth

39.

SE Dr Babacar N'Diaye, Ancien Président de la Banque Africaine de Développement (AfDB)

40.

SE Dr Salim Ahmed Salim, Ancien Secrétaire général de l'Organisation pour l'Unité Africaine (OUA)

41.

SE Edem Kodjo, Ancien Premier Ministre de la République du Togo et Ancien Secrétaire Général des l'Organisation pour l'Unité Africaine (OUA)

42.

SE Abdoulie Janneh, Ancien Secrétaire Exécutif de la Commission Economique des Nations Unies pour l'Afrique (UNECA)

43.

SE Jean Ping, Ancien Président de la Commission de l'Union Africaine(AU)

Executive Secretariat : 7th Floor Metro Park Building, 351 Fancis Baard Street, Pretoria
P.O.Box.6541,Pretoria 0001,Republic of South Africa

Tel : +27 12 354 8073/ 8048 Fax : +27 12 354 8163 E-mail : webmaster@africaforum.org

Source : Africaforum.org

[Afrique - Syrie](#)

[Haut de la page - Accueil](#)

Copyright © 2009 Investig'Action. Tout droits réservés Qui sommes-nous ? | Agenda | Faire un don | Nous écrire | Organiser un débat | Participer | Liens |

Graphisme et Développement : Platanos studio